



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Janvier 2021

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ANR ARMY, Initiative, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

Chine, Soft Power

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



#### Research Paper 101 – 11 janvier.

« *Iraqi militias used as a strategic asset : the sequence of events at the turn of 2019-2020* », by COL Olivier PASSOT, 21 p. (traduction de la Note de recherche parue le 9 juin 2020).

*During the fall of 2019, major demonstrations broke out in the largest Iraqi cities, challenging both the Iraqi government and Iran. Meanwhile, several militias strove to counter the popular movement by heightening tensions against American interests. They conducted a wide range of operations: show of force, repression campaign, harassment of US military camps, etc. They proved extensive irregular warfare capabilities. Gradually, their actions scaled up and ended up prompting a massive reaction from Washington (elimination of General Soleimani). Against any odds, the assassination had favorable consequences for Iran: demonstrations lost their popular support and weake-*

*ned, while Western military forces started pulling out. This huge strategic benefit may be a hint that these militias have been activated to carry out a sophisticated operation plan. Eventually, they engineered considerable outcomes from a rather weak initial investment. As such, they appear as a powerful tool of strategic leverage that can be activated remotely.*



#### Research Paper 99 – 12 janvier.

« *Russian Strategies of Influence in the South Caucasus Region* », by Régis GENTÉ, 16 p. (traduction de la Note de recherche parue le 25 mai 2020).

*Russia uses a variety of methods to influence its former Soviet republics of Armenia, Azerbaijan, and Georgia. Since its conquest of the region in the 19th Century, Russia considers Transcaucasia particularly important for its geopolitical standing. No longer able to persuade or attract South Caucasus populations, Russia's strategy of influence is largely based on military power (hard power). It struggles to develop its soft power in this region, resorting finally to more coercive methods like exploiting: conflicts in the secessionist regions of Nagorno-Karabakh, Abkhazia, and South Ossetia; Kremlin-affiliated oligarchs; and energy*



[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)



École militaire  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM  
janvier 2021

prices. This traps Russia in a vicious cycle: to retain its influence in the South Caucasus, it becomes increasingly coercive and aggressive, appearing malevolent to local populations. The Kremlin relies on well-known and established strategies in the South Caucasus, making it an important case study in the analysis of Russian foreign policy in general.



**Étude n° 77 – 14 janvier.**

« [Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques](#) », par Édouard JOLLY, Lucile ROBIN et Alexis CARROUGET, 164 p.

Les conflits armés du XXI<sup>e</sup> siècle sont, pour le moment, majoritairement des guerres insurrectionnelles. Elles s'entendent comme de la « petite guerre » ou de la guérilla. Leur finalité politique consiste à s'opposer à des États et à leurs forces armées régulières, voire à d'autres groupes insurgés. La question des moyens permet de leur trouver un point commun : l'arme utilisée est de faible intensité, parce que la puissance morale d'une attaque insurrectionnelle est inversement proportionnelle à la puissance de feu employée. Une simple arme remilitarisée suffit à produire un massacre de civils accompagné de sa sidération dont les effets politiques, recherchés par l'ennemi, peuvent être désastreux. Les petites guerres se mènent avec de petites armes parce qu'elles ont de grands effets.

Se pose donc la question de l'usage des moyens à la fois les plus faibles et les plus courants, en particulier, les armes légères et de petit calibre (ALPC), catégorie majeure d'armes classiques. Le commerce illicite de ces armements alimente de nombreux conflits régionaux, tout autant qu'il favorise le crime organisé et encourage le terrorisme. En ce sens, le trafic d'armes classiques constitue un facteur majeur de déstabilisation des États. Les défis posés par le commerce illicite des ALPC requièrent des actions spécifiques, notamment sur les stocks et leur sécurité, la réglementation des transferts, la gestion des frontières, la réactivation illicite, le traçage et le marquage ou encore la résolution des conflits. Cette étude vise ainsi à présenter une vue d'ensemble de la problématique stratégique des moyens de nos « petites guerres » contemporaines.



**Research Paper No. 75 – 19 janvier.**

« [The Red Sea: New Spaces of Interdependent Security Issues between Countries of the Gulf and of the Horn of Africa](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI et Sonia LE GOURIELLEC, 20 p. (traduction mise à jour de la Note de recherche parue le 29 avril 2019).

Historically, “Arabia Felix” was a continuum of diverse intertwined influences in the Horn of Africa. This region is at a crossroad for the empire-like appetites and conquest endeavors of global powers (China, India, the United States and Europe) and regional ones (Saudi Arabia / United Arab Emirates, allied to Egypt, vs Qatar, allied to Turkey). The Gulf countries have recently been involved in the region – for religious reasons for the Saudis initially (1980s), but later to block the emerging influence of Qatar in the Horn (2000s). The War in Yemen and the political rivalries between the monarchies of the Peninsula, especially when the Gulf Crisis broke out in June 2017, enhanced the region’s strategic interest for Gulf countries. Moreover, those events have had direct consequences on the stability of the countries of the Horn. The purpose of this research paper is to analyze the growing entanglement of Horn/Peninsula/Gulf security issues and economic interests in the Horn of Africa.



**Research Paper No. 107 – 20 janvier.**

« [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », by François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre

2020).  
*The mobilization of armed forces in the management of the health crisis linked to Covid-19 is part of the fight against the pandemic. In Europe, the States requested them mainly for logistical and medical support, but in some countries, they also participated in public security tasks, such as maintenance of order or border control. This note presents an initial overview of the missions they have undertaken among civilian populations by comparing the nature of the interventions carried out, the number of personnel deployed, and the scale of operations in France, Germany, Switzerland, Italy and the United States. In recent times, the scope of missions carried out by the*

*armed forces has undeniably widened and they must regularly provide their support and skills in situations of natural, humanitarian and health disasters, in support of civilian resources. The Covid-19 pandemic is a new illustration of this evolution.*



**Brève stratégique n° 15 – 20 janvier.**

« [Politique de coercition économique chinoise contre l'Australie : quels enseignements pour les Européens ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

L'Australie est la cible de nombreuses mesures de coercition économique de la part de la Chine depuis le printemps 2020. Les Européens ne sont pas à l'abri de cette instrumentalisation politique de la puissance économique et technologique chinoise et devraient s'engager dans l'élaboration d'une stratégie de sécurité économique.



**Étude n° 78 – 21 janvier.**

« [Le monument OPEX et la mémoire de la 4<sup>e</sup> génération du feu](#) », par CRP Marie-Capucine VAUZANGES, 88 p.

Pourquoi construire aujourd'hui un monument aux morts pour la France en opérations extérieures ? Quelle est cette 4<sup>e</sup> génération du feu, à laquelle font de plus en plus souvent référence les documents médiatiques ou officiels mais dont un militaire sur deux n'a jamais entendu parler ? Pourquoi regrouper près de 250 opérations extérieures échelonnées sur plus de 50 ans, depuis la fin de la guerre d'Algérie ?

À partir de l'inauguration du monument OPEX le 11 novembre 2019 et de son observation, cette étude interroge la pertinence de l'expression de 4<sup>e</sup> génération du feu, en la mettant en perspective avec les trois générations précédentes. Si le concept peut paraître sur de nombreux points artificiel, il n'en demeure pas moins indispensable pour donner corps à cette partie de notre histoire militaire et permettre ainsi l'émergence d'une mémoire des OPEX. Étape importante de ce processus, le monument OPEX a offert un support matériel à cette mémoire et l'a inscrite dans notre paysage. Il conviendra désormais de la faire vivre, d'en faire témoigner les acteurs vivants et de la sortir du domaine uniquement mortifère en célébrant aussi les héros et les faits glorieux, pour que la mémoire des opérations extérieures devienne à son tour histoire.



**Brève stratégique n° 16 - 22 janvier.**

« [Militarisation et communautarisation de la pandémie de Covid-19 au Sri Lanka](#) », par Lola GUYOT, 2 p.

La gestion de la pandémie de Covid-19 au Sri Lanka s'est inscrite dans la continuité du revirement autoritaire amorcé par le gouvernement de Gotabaya Rajapakse depuis 2019. Les autorités ont pris appui sur la crise sanitaire pour renforcer les prérogatives de l'armée, affaiblir les contre-pouvoirs et accentuer la stigmatisation des minorités.



**Research Paper No. 111 – 25 janvier.**

« [Covid-19 as an opportunity for European armament cooperation?](#) », by Lucie BÉRAUD-SUDREAU, 11 p.

*The Covid-19 health and related economic crises did not leave any sector of the economy untouched. Although it may not be the first in line, the defence industry has also been impacted. This paper sets out to explore the various impacts of the Covid-19 on the defence industry in Europe, both on the short and long-term dimensions. After exploring the immediate and longer-term impacts of the crisis for the defence industry, the paper concludes by discussing whether the crisis could be an opportunity for further European armament cooperation. This IRSEM publication is based on Dr Béraud-Sudreau's personal research and does not relate to the SIPRI databases or annual data launches.*



**Strategic Brief No. 15 – 27 janvier.**

« [China's policy of economic coercion against Australia: what can Europeans learn from it?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p. (Traduction de la Brève stratégique parue le 20 janvier 2021).

*Australia has been the target of numerous measures of economic coercion implemented by China since the Spring of 2020. Europeans are not immune to the political instrumentalization of the Chinese economic and technological power and should engage in the development of an economic security strategy.*

## LE COLLIMATEUR

### LE PODCAST DE L'IRSEM



#### Épisode 86 – 5 janvier.

« [Vers l'Élysée et ses coulisses](#) », avec le général BENTÉGEAT, ancien CEMA, et Alexandre JUBELIN (1/2), 1 h 03.

Pour le premier épisode de l'année 2021, « Le Collimateur » reçoit le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées et chef d'état-major particulier du président de la République, à l'occasion de la sortie du récit de ses années à l'Élysée, intitulé *Les Ors de la République* (Perrin).

En compagnie d'Alexandre Jubelin, le général Bentégeat retrace d'abord l'origine de sa vocation militaire, sa scolarité à Saint-Cyr et son orientation ; il revient sur son passage à l'École de guerre et ses impressions sur l'enseignement, puis aborde la problématique de l'interarmes, ses années à la tête du RICM et la problématique de l'identité et des traditions des différentes unités. Ils détaillent ensuite la structure de l'état-major particulier du président de la République et ses dynamiques par rapport à la personne du président, avant de parler de la présence de l'élément militaire dans l'espace de l'Élysée.



#### Dans le viseur #21 – 8 janvier.

« [Allô Toulouse, on a un problème](#) », avec Alexandre JUBELIN, 20 mn.

Le capitaine Frédéric de l'armée de l'air et de l'espace raconte une manœuvre imprévue de satellite militaire, face à un danger de collision orbitale.



#### Épisode 87 – 12 janvier.

« [Les années Chirac](#) », avec le général BENTÉGEAT, ancien CEMA, et Alexandre JUBELIN (2/2), 57 mn.

Dans la seconde partie de l'enregistrement avec le général Bentégeat, ancien chef d'état-major particulier du président de la République et ancien chef d'état-major des armées, il évoque cette fois ses années aux côtés de Jacques Chirac, comme CEMP puis comme CEMA.



#### Têtes chercheuses #8 – 15 janvier

« [Entendre les mutins de 1917](#) », avec André LOEZ, 35 mn.

Les « Têtes chercheuses » sont consacrées à un épisode croisé avec un nouveau podcast, qui décline le concept d'une discussion autour d'un article scientifique dans tous les domaines de l'histoire, « Le Rétroviseur », en partenariat avec la revue *Entre-temps*, rattachée à la chaire d'histoire de Patrick Boucheron du Collège de France.

Au carrefour des questions de défense et des études historiques, l'historien André Loez, animateur du podcast « Paroles d'histoire » et spécialiste de la Première Guerre mondiale, parle de son article « Mots et cultures de l'indiscipline : les graffiti des mutins de 1917 » paru dans la revue *Genèses* en 2005.



#### Épisode 88 – 19 janvier.

« [Diplomatie et maîtrise des armements](#) », avec Alexandre JUBELIN et Philippe BERTOUX, 1 h 13.

Dans « Le Collimateur », Philippe Bertoux, directeur des affaires stratégiques de sécurité et du désarmement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, un diplomate en charge de bien des enjeux militaires.

Après une présentation des activités du département ASD et de son fonctionnement au sein du Quai d'Orsay, il détaille avec Alexandre Jubelin les modes d'action de la diplomatie en temps de Covid. Ils discutent ensuite de la conférence de réexamen du traité de non-prolifération des armes nucléaires, notamment à la lumière des initiatives du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et dans le cadre d'un contexte assez défavorable pour les traités de désarmement, et des incertitudes d'un changement d'administration aux États-Unis. Puis ils abordent les problématiques de non-prolifération, autour des gros dossiers de l'Iran, de la Corée du Nord, et de l'utilisation des armes chimiques en Syrie et ailleurs.



#### Dans le viseur #22 – 22 janvier.

« [Raid nocturne en Libye](#) », avec Alexandre JUBELIN, 30 mn

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre-terre, le commandant Damien raconte ses souvenirs de l'opération Harmattan en Libye, aux commandes

d'une Gazelle de l'ALAT opérant depuis un porte-hélicoptères croisant au large de la Libye.



**Épisode 89 – 26 janvier.**

« [Faire la guerre par l'information](#) », avec Alexandre JUBELIN, Maud QUESSARD et Maxime AUDINET, 1 H 17.

Alexandre Jubelin a reçu, à l'occasion de la parution du livre *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF), l'une des éditrices scientifiques de l'ouvrage, [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie » à l'IRSEM, ainsi que l'un des auteurs, [Maxime Audinet](#), chercheur Stratégies d'influence et de désinformation à l'IRSEM.

Après avoir retracé l'émergence de ces luttes d'influence dans la sphère informationnelle depuis la guerre du Golfe et l'émergence de CNN, ils détaillent plusieurs exemples précis d'utilisations stratégiques de la sphère informationnelle à différentes échelles. Ils discutent ensuite des cas de la Russie et des États-Unis, puis envisagent l'éventail de mesures défensives prises par les États contre les attaques extérieures dans la sphère informationnelle.



**Dans le bunker #36 – 29 janvier.**

« [Space force](#) » (2020), par Joseph HENROTIN, 16 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le bunker », Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*, vient parler de la série Netflix *Space force*, sortie en 2020, avec notamment à l'affiche Steve Carrel et John Malkovich, représentation presque immédiate du mouvement de création d'une nouvelle branche de l'armée américaine par Donald Trump.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

**OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR LES CHERCHEURS**



**Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.**

Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puis-

sance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

[Maxime Audinet](#) (chercheur Stratégies d'influence et de désinformation) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

Amélie Férey (chercheuse postdoctorale sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

Éric Gomez (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

Marianne Péron-Doise (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».

## PROJET ANR ARMY



### ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

L'équipe du projet ANR sur la mobilisation des forces armées

dans la crise sanitaire a été sollicitée par le Service de santé des armées pour une étude de prospective stratégique, qu'elle mènera parallèlement au projet, sur les impacts de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les aspirations professionnelles du personnel soignant militaire avec une méthodologie par focus groupes (janvier à juin 2021).

Deux des chercheurs de l'équipe participeront aux travaux, lancés en janvier, du Centre euro-maghrébin de recherches et études stratégiques (CEMRES) sur la Covid-19 dans l'espace méditerranéen.

La phase d'entretiens avec les acteurs clés de la gestion de crise se poursuit ainsi que la finalisation du questionnaire sur la perception de l'action des forces armées dans la crise sanitaire et la manière dont la Covid-19 modifie la perception des missions militaires.

Deux des chercheurs du projet ont suivi le séminaire de l'École de guerre-terre sur la MEDOT pour se familiariser avec les méthodes de planification et de prise de décision de l'armée de terre française en situation de crise ou de conflit.

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : [anrarmy@sciencespo.fr](mailto:anrarmy@sciencespo.fr)

Twitter : [@ANR\\_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

## INITIATIVE

### Organisation d'un séminaire autour de la thèse par et pour les doctorants.

Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez, doctorants à l'université Paris II et associés à l'IRSEM, lancent une initiative : ils ont pour projet d'organiser un séminaire sur les aspects pratiques et concrets de la thèse (débouchés, équilibre vie personnelle/vie professionnelle, méthodologie, etc.), au cours duquel des chercheurs de différents profils (jeunes docteurs comme professeurs) viendraient répondre aux questions des doctorants, partager conseils et bonnes pratiques, faire part des difficultés qu'ils ont rencontrées dans leur parcours, etc. Ces échanges sont très importants pour les chercheurs en début de carrière, d'autant plus que le contexte actuel ne facilite pas l'insertion dans les réseaux.

Ce séminaire, créé par des doctorants, pour des doctorants, se tiendra exclusivement en ligne (sur Zoom). Cela permettra d'inclure un maximum de personnes.

Afin de l'optimiser, Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez ont préparé un questionnaire général pour identifier les sujets qui intéressent le plus les doctorants et construire un séminaire sur-mesure.

Retrouvez le questionnaire en cliquant [ici](#).

Pour plus d'informations :

[carine.monteirodasilva@irse.fr](mailto:carine.monteirodasilva@irse.fr)

[perezlouis14@gmail.com](mailto:perezlouis14@gmail.com)

## ÉVÉNEMENTS

**13 janvier : Webinar « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and the Korean peninsula ».**



Le 13 janvier 2021, l'IRSEM a organisé une table ronde en ligne pour échanger sur les enjeux des nouvelles dynamiques sécuritaires et diplomatiques entre les États-Unis et les pays de l'Asie du Nord-Est, en particulier le Japon, la Corée du Sud et la Corée du Nord. L'ambassadeur Takamizawa, l'invité principal, a présenté les positions japonaises. Les débats ont été présidés par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie » de l'IRSEM, tandis que les caractéristiques de la politique étrangère de Corée du Sud et de Corée du Nord ont été présentées respectivement par [Marianne Péron-Doise](#), chercheuse Asie du Nord à l'IRSEM et le Dr Théo Clément, chercheur à l'EHESS.

En préambule, Maud Quessard a rappelé que dans le contexte actuel de retour à la compétition de puissances et au terme des quatre années de présidence Trump, les États-Unis ne sont plus considérés comme un allié fiable par leurs partenaires stratégiques en Asie. La nouvelle administration américaine conduite par Joe Biden pour favoriser la résilience des Alliances ne pourrait désormais plus agir seule en Asie et aurait besoin du soutien de ses alliés européens pour renforcer ses alliances stratégiques dans l'ensemble de la zone Indo-Pacifique. D'autant que le renforcement de l'engagement militaire américain risque d'être empêché par les priorités à donner aux crises de politique intérieure.

Perspectives vues du Japon. – S'exprimant sur la situation du Japon, l'ambassadeur Takamizawa a présenté les changements et continuités au sein de l'administration américaine, vis-à-vis de ses partenariats avec les pays asiatiques. L'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe n'a pas ménagé ses efforts pour s'adapter à la politique

étrangère de Donald Trump. Le gouvernement japonais espère observer une constance dans l'articulation de la politique étrangère de la nouvelle administration Biden, notamment en termes de sécurité.

Les priorités japonaises ont changé, et de nouveaux impératifs sécuritaires ont été élaborés afin de promouvoir les partenariats. Pour l'ambassadeur, il semble y avoir plusieurs approches à prendre en compte pour maintenir la stabilité régionale. Il est important de renforcer les capacités militaires des États afin que les forces armées nationales puissent jouer un rôle dans la promotion de la sécurité. Il est également indispensable de se confronter aux enjeux locaux et transnationaux (comme les risques migratoires) tout en considérant le changement climatique comme une priorité.

Par ailleurs, l'ambassadeur a rappelé que le gouvernement japonais souhaitait en priorité valoriser ses relations avec les États-Unis et l'Europe, afin de renforcer les alliances diplomatiques et militaires. Les moyens dont disposent les États devraient être réorientés vers la résolution de défis majeurs : les catastrophes naturelles et les capacités de nuisance stratégiques d'autres États (parmi celles-ci : la menace nucléaire mais aussi la cybersécurité, ainsi que la course à l'espace).

Perspectives vues de Corée du Sud. – Marianne Péron-Doise a analysé la nouvelle politique de défense et la stratégie de la Corée du Sud vis-à-vis de l'alliance avec l'arrivée de l'administration Biden. En effet, le président Moon Jae-in s'est régulièrement adressé à la nation afin d'évoquer le rôle des forces armées sud-coréennes ainsi que les enjeux stratégiques auxquels doit faire face le pays. La modernisation de ces forces, via le plan de réformes 2.0 lancé en 2018, est ambitieuse et représente un objectif majeur du gouvernement Moon. Ce dernier souhaite créer une armée forte, autonome, prête à prendre des initiatives et à combattre les menaces sécuritaires. Il aimerait davantage « civilianiser » la communauté et la culture militaires en renforçant notamment l'expertise du personnel civil dans certains domaines, et en augmentant le nombre de civils à des postes de direction au sein du ministère de la Défense. Le président Moon souhaite utiliser les avancées scientifiques et technologiques du milieu militaire pour séduire l'opinion publique afin de lui faire accepter la modernisation des forces. Cette évolution militaire sud-coréenne permet de questionner l'engagement de la Corée du Sud envers son allié américain. Où en est leur niveau de confiance mutuelle pour faire face à la menace nord-coréenne et à l'expansion chinoise ? La défense sud-coréenne a des projets d'acquisition de matériels et d'équipements coûteux (avions américains

F35, système Global Hawk) et souhaiterait développer des capacités de défense antimissiles nationales. Cependant, à cause de la pandémie, les forces armées ont dû s'adapter et accepter des réductions budgétaires.

La stratégie de sécurité nationale sud-coréenne est consacrée à la résolution pacifique de la division de la péninsule coréenne et à l'établissement d'une paix permanente. Cette stratégie insiste également sur la contribution des armées sud-coréennes, en faveur de la paix et de la prospérité de l'espace nord-est asiatique. Enfin, la mise en œuvre de partenariats avec les voisins régionaux, les États de l'ASEAN ainsi que l'Inde est jugée indispensable à l'élaboration d'une paix globale.

L'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud est essentielle pour Séoul. Cependant, il y a plusieurs défis à relever. Les coûts du déploiement et de l'entretien des forces américaines en Corée du Sud, installées depuis la fin de la guerre de Corée, représentent un fardeau pour les États-Unis. Le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre (OPCON), d'un général américain à un général sud-coréen, est une priorité pour le président Moon ainsi que la question de l'autonomie militaire stratégique de Séoul. L'imprévisibilité de Donald Trump a entamé la confiance de ses partenaires asiatiques et la Corée du Sud déplore la baisse de crédibilité de l'engagement militaire américain. L'administration du président Biden aura pour tâche de revigorer les Alliances asiatiques et de contribuer à renforcer la stabilité de l'architecture de sécurité régionale non seulement en Asie du Nord-Est mais dans l'ensemble de l'Indo-Pacifique.

Perspectives vues de Corée du Nord. – Le Dr Théo Clément a présenté les conséquences de la mise en œuvre de la nouvelle administration Biden pour la relation bilatérale entre les États-Unis et la Corée du Nord. L'enjeu majeur du nucléaire nord-coréen pourrait être résolu grâce à des pourparlers diplomatiques avec les États-Unis (Donald Trump ayant ouvert la voie aux négociations).

Le gouvernement nord-coréen dispose d'une grande capacité de résilience car il est capable de fonctionner en quasi-autarcie ; malgré les sanctions et son isolement, il a poursuivi son programme militaire et ses essais balistiques et nucléaires. Il envisagerait de se doter bientôt de sous-marins nucléaires et maîtrise la puissance nucléaire notamment à la suite de l'essai apparemment réussi d'une bombe H. Les débats ont souligné que le retrait de l'administration Trump de l'Accord sur le nucléaire iranien a été bénéfique pour la Corée du Nord car cela a permis à Kim Jong-un d'argumenter que, par ce geste, les États-Unis n'étaient pas ouverts au dialogue. La politique de patience stratégique mise en place

sous la présidence Obama s'est avérée contre-productive pour l'État nord-coréen. Depuis le début de la pandémie, Pyongyang a fermé ses frontières aériennes et terrestres et suspendu toutes activités commerciales, celles-ci étant de toute façon limitées par les sanctions.

Les nominations d'Antony Blinken comme secrétaire d'État et de William Burns comme directeur de la CIA sont peu encourageantes pour ceux qui envisagent une reprise du dialogue (car tous deux sont fermes vis-à-vis du régime nord-coréen). Cependant, un espoir subsiste avec la nomination de Wendy Sherman au poste de sous-secrétaire d'État, car elle a auparavant participé à des négociations productives et à l'élaboration de l'accord du Cadre agréé, signé entre le régime nord-coréen et les États-Unis pendant l'administration Clinton.

**Philippine RAPHANAUD**  
*Assistante de recherche*

**19 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs [en ligne].**



Mardi 19 janvier 2021, s'est tenu, virtuellement, le premier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année.

Dans un premier temps, Lucien Lagarde, doctorant en droit international à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, a présenté ses recherches doctorales sur la pression économique au regard du droit international.

La pression économique est une pratique courante sur la scène internationale. Au travers de celle-ci, les États cherchent à exercer une pression sur un ou plusieurs de leurs pairs ou à distordre, à leur avantage, les relations économiques internationales. Les États disposent pour ce faire de divers moyens parmi lesquels l'espionnage économique, l'extraterritorialité du droit et différents types de politiques économiques non coopératives. Pratique particulièrement disruptive, la pression économique est source d'importantes tensions entre les États.

Son encadrement apparaît ainsi comme un enjeu juridique majeur.

La pression économique ne fait cependant l'objet d'aucune règle dédiée en droit international. La liberté des États en la matière apparaît en revanche limitée par les règles spécifiques à certains moyens de pression économique et certains principes du droit international. Ce cadre juridique est néanmoins souvent imprécis et inadapté ; et les États se livrent régulièrement à des actes de pression économique illicites. Cette situation n'est pas uniquement imputable au manque de précision et à l'obsolescence du cadre juridique de la pression économique. En effet, les conséquences négatives d'une violation du droit international dans ce domaine apparaissent souvent inférieures aux bénéfices économiques ou diplomatiques escomptés. Les États affectés par des actes de pression économique illicites sont souvent impuissants face à cette pratique, tandis que les auteurs de ce type de comportements disposent de diverses stratégies leur permettant de réduire les risques juridiques qu'ils encourent.

Ensuite [François Delerue](#), chercheur cyberdéfense et droit international à l'IRSEM, a discuté cette présentation.

**François DELERUE (IRSEM)  
et Lucien LAGARDE**

**21 janvier : Séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], avec Lavinia Pietmontese.**



Nouvelle séance du séminaire « Conflits et économie de défense » dans une version virtuelle avec la présentation de Lavinia Pietmontese (ENS Lyon) d'un travail de recherche intitulé « The economic costs of conflict: a production network approach ». Cette recherche a été réalisée en collaboration avec Mathieu Couttenier et Nathalie Monnet et traite des effets des conflits sur l'économie à travers l'analyse du réseau de production des entreprises. Les auteurs cherchent à structurellement estimer et quan-

tifier les coûts indirects de la violence. En utilisant des micro-données sur les usines de fabrication indiennes et des informations géocodées sur l'insurrection maoïste, les auteurs étudient comment un conflit affecte les entreprises à travers le réseau de production des consommations intermédiaires. En estimant structurellement un modèle d'équilibre général du réseau de production, ils constatent que l'insurrection maoïste a entraîné une baisse de 0,4 à 0,7 % de la production globale du secteur manufacturier indien et seuls les 20 % de cette perte sont dus à l'exposition directe au conflit, tandis que les 80 % restants s'expliquent par l'exposition indirecte au conflit par le biais de la production en réseau. La discussion a été réalisée par Petros Sekeris (Université de Montpellier) et a été suivie par un dialogue avec le public virtuellement présent.

**Cécile FAUCONNET**  
*Chercheuse Économie de défense*

**26 janvier : Séminaire de recherche « Pour une approche descriptive du lawfare. Le cas du conflit israélo-palestinien » [en ligne].**

Lors de la séance du 26 janvier 2021 du séminaire de recherche de l'IRSEM, le [Dr Amélie Férey](#) a présenté ses réflexions autour de la mobilisation discursive du concept de *lawfare* dans le cadre du conflit-israélo palestinien. Elle a d'abord situé le contexte de ses réflexions en rappelant la journée d'étude intitulée « Lawfare et conflictualités » du 20 octobre 2020, organisée par l'IRSEM et l'université de Bordeaux en partenariat avec le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ). Cette journée d'étude a donné lieu à la proposition d'un numéro spécial sur cette question pour la revue de théorie politique *Raisons politiques*, coordonné par le Dr Férey et le Dr Julien Ancelin. Elle est ensuite revenue sur l'histoire de ce concept, en identifiant quatre contextes hétérogènes d'emploi : un premier cercle d'emploi militaire, une récupération politique par les juristes conservateurs américains pour penser les relations entre souveraineté et juridictions pénales internationales, un emploi dans les études critiques de sécurité et dans le domaine de l'anthropologie pour analyser les mécanismes légaux de légitimation de la violence, notamment dans un contexte postcolonial. Elle a ainsi souligné que le concept est davantage stratégique qu'académique. Son emploi au sens normatif pour désigner une utilisation illégitime du droit est critiquable pour trois raisons : sa non-spécificité – le droit est instrumentalisé du fait de sa plasticité et participe du répertoire de l'action politique ; sa partialité – les critères de la théorie

de la légitimité sous-tendant l'emploi du terme n'étant pas clairement énoncés, la faiblesse de la notion d'intention. Elle a cependant souligné les mérites descriptifs du concept lorsqu'il est employé pour rendre compte d'une utilisation stratégique du droit dans le cadre du conflit israélo-palestinien, en analysant les stratégies juridiques palestiniennes et israélienne.

Son intervention a été discutée par le [Dr Maxime Audinet](#) qui a soulevé trois points majeurs : les rapports entre dimensions normative et descriptive dans les concepts stratégiques, les similarités entre les problèmes heuristiques posés par la notion de *lawfare* et celle de propagande, le questionnement du *lawfare* sous le prisme des opérations d'influence.

Les deux présentations ont ensuite donné lieu à un échange de questions avec la salle.

**Amélie FÉREY**  
*Chercheuse postdoctorale*

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Maxime AUDINET

- Chapitre : avec Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 115-136.

- Discutant d'Amélie Férey pour la présentation de son article « Pour une approche descriptive du *lawfare* », Séminaire de recherche, IRSEM, 26 janvier 2021.

- Podcast : avec Maud Quessard, « [Faire la guerre par l'information](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 26 janvier 2021.



### Flavien BOURRAT

- Intervention par vidéoconférence à la présentation du n° 114 de *Confluence Méditerranée*, « Jeux de pouvoirs au Maghreb », IREMMO, 27 janvier 2021.



### Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Présentation « Les enjeux de la dissuasion » au comité dissuasion de l'École de guerre, 5 janvier 2021.

- Participation au débat sur l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, « Forum », Radio

Télévision Suisse, 21 janvier 2021.



### Paul CHARON

- Chapitre : « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 159-166.

- Interview par Didier Lauras, « La DGSE (renseignement) renforce ses moyens face à la montée des dangers », *Capital*, 18 janvier 2021.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Intervention sur les monarchies du Golfe à l'aune de la nouvelle administration Biden, au webinaire « La politique étrangère de Joe Biden au Moyen-Orient et l'héritage encombrant de Donald Trump : *premières tendances* », organisé par l'Université de Genève dans le cadre du Master Moyen-Orient : Géopolitique du Moyen-Orient de Hasni Abdi, avec Henry Laurens, Moulay Hicham Alaoui, Nadine Abdalla, Joseph Bahout, Fatiha Dazi-Héni, Sümbül Kaya, Jean Marcou, Louisa D. Hamadouche, Luis Martinez, Clément Therme, Akram Belkaïd, 14 décembre 2020. (Les Actes du webinaire seront publiés dans *Global Studies Institute*, 1<sup>er</sup> trimestre 2021.)
- Interviewée par Stéphane Aubouard, « Émirats arabes unis : moins de Charia... pour plus de chalands », *Marianne*, 19 décembre 2020.
- Chapitre : « La Nation saoudienne rêvée de Mohammed Bin Salman : un nationalisme exacerbé pour en finir avec l'héritage wahhabite », dans Olivier Da Lage (dir.), *Nationalismes religieux – Moyen-Orient*, L'Harmattan, décembre 2020, 112 p.
- Chapitre : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 203-227.
- Interviewée par Bénédicte Hoffner, « [Dans le Golfe, une réconciliation dictée par la raison](#) », *La Croix*, 3 janvier 2021.
- Interviewée sur la tenue du sommet du CCG à al-Ula, Arabie saoudite, [journal du soir](#), *Radio Orient*, 5 janvier 2021.
- Interviewée par Armin Arefi, « [Pourquoi l'Arabie saoudite et le Qatar enterrent la hache de guerre](#) », *Le Point*, 5 janvier 2021.
- Interview : « [États du Golfe : une vraie réconciliation ?](#) », émission « Enjeux internationaux » animée par Julie Gacon, France Culture, 6 janvier 2021.
- Intervention au webinaire, « Les États du Golfe dans le jeu de compétition en Méditerranée », FMES, 7 janvier 2021.
- Entretien avec Pierre-Louis Pages, « Les pays du Golfe très actifs en Méditerranée », *Nice-Matin* et *Var-Matin*, 15 janvier 2021.

- Publication : avec Sonia Le Gouriellec, « [The Red Sea: New Spaces of Interdependent Security Issues between Countries of the Gulf and of the Horn of Africa](#) », Research Paper No. 75, IRSEM, 19 p. (traduction mise à jour de la Note de recherche parue le 29 avril 2019), 19 janvier 2021.
- Intervention au webinaire « Crise du Golfe : un nouveau chapitre », modéré par Hasni Abdi, Les débats du CERMAM, Université de Genève, 26 janvier 2021.
- Invitée à l'émission « Le dessous des cartes » animée par Émilie Aubry, « [L'actualité géopolitique : Les relations entre l'Arabie saoudite et la nouvelle administration Biden](#) », Arte, 27 janvier 2021.



**François DELERUE**

- Chapitre : « Menaces numériques en période électorale » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 347-363.
- Publication : avec Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.
- Nommé *Non-Resident Research Fellow* du Hague Program on Cyber Norms, Université de Leyde, Pays-Bas.
- Participation à l'émission « Culture Monde » sur le thème « [Hackers, sous-traitants de la cyber-guerre](#) », France Culture, 18 janvier 2021.
- Discussion des travaux de Lucien Lagarde sur « La pression économique au regard du droit international », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 19 janvier 2021.
- Participation [en ligne] à la table ronde « Digital technology and the changing character of conflict » organisée par le département du maintien de la paix des Nations unies, 22 janvier 2021.



**Emmanuel DREYFUS**

- Podcast : « [Mythes et réalités de la doctrine Guérassimov et de la guerre hybride russe](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, Têtes chercheuses #7, 11 décembre 2020.



**Cécile FAUCONNET**

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], IRSEM, 21 janvier 2021.



**Amélie FÉREY**

- Chapitre : « Israël : de la *hasbara* à la guerre cognitive » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 283-297.

- Plateau sur la passation de pouvoir aux États-Unis, i24 news, 6 janvier 2021.

- Présentation d'un article de recherche : « Pour une approche descriptive du *lawfare*. Le cas du conflit israélo-palestinien », Séminaire de recherche, IRSEM, 26 janvier 2021.

- Modération de la table ronde n° 1 : « Le ciblage dans les opérations modernes », avec le général Sabéné, le général Delion, le contre-amiral Petit et Emmanuel Dreyfus, séminaire « 20 ans du Centre national de ciblage », 27 janvier 2021.



**Juliette GENEVAZ**

- Conférence [en ligne] : « Les acteurs chinois transnationaux dans le système international de normalisation », dans le cadre du colloque « Acteurs économiques privés transnationaux : des divisions aux conflits », Université de Lille, 15 janvier 2021.

- Participation à la table ronde [en ligne] « Rivalité Chine/États-Unis : le retour d'un monde bipolaire ? », Fabrique du Festival de géopolitique, Grenoble, 28 janvier 2021.



**Pierre HAROCHE**

- Chapitre : « L'avenir du partenariat transatlantique dans un monde redevenu bipolaire », dans Véronique Molinari, Philippe Greciano et Delphine Deschaux-Dutard (dir.), *L'Europe et le monde anglophone. Une*

*relation ambiguë ?*, Paris, Mare et Martin, 2020, p. 135-149, janvier 2021.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Article « [Peace without freedom in Eritrea: causes and consequences of the Ethio-Eritrean rapprochement](#) », *Journal of Eastern African Studies*, 11 janvier 2021.

- Préface au livre de Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 7-10.

- Chapitre « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information », dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 365-388.



**Édouard JOLLY**

- Publication : avec Lucile Robin et Alexis Carrouget, « [Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques](#) », Étude n° 77, IRSEM, 164 p.

- Publication : avec François DELERUE, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



**Anne-Laure MAHÉ**

- Entretien : « [De l'Égypte au Soudan, l'armée aux manettes](#) », *Cultures Monde*, 12 janvier 2021.



**Anne MUXEL**

- Direction du numéro spécial « Protest, Extremism and Political Radicalization », *Youth and Globalization*, 2:2, décembre 2020 ; introduction « Political Radicalism among the Younger Generations »

et, avec Olivier Galland, « The Temptation of Radicalism among the Adolescents ».

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

- Invitée par Guillaume Erner à la Matinale de France Culture sur le thème de la jeunesse face aux conséquences de la pandémie, 22 janvier 2020.



**Florian OPILLARD**

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



**Angélique PALLE**

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL et Florian OPILLARD, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

- Coorganisation du séminaire trimestriel [en visioconférence] du groupe des jeunes chercheurs sur les ressources, thème sur la notion de territorialité, 15 janvier 2021.

- Séminaire [en visioconférence] : Centre euro-maghrébin de recherches et études stratégiques (CEMRES), séminaire annuel de recherche, coordination d'un groupe de travail avec Florian Opillard, 25 janvier 2021.

- Expertise pour le Comité européen des régions, sur la politique climatique européenne en vue de la COP26.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Chapitre : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 167-179.

- Article : « [Did Donald Trump ease tensions with North Korea?](#) », *The Conversation*, 5 janvier 2021.

- Organisation et participation au webinar de l'IRSEM présidé par Maud Quessard, « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and Korean peninsula », IRSEM, 13 janvier 2021.

- Participation au webinar « [L'Asie face au Covid 19](#) », présidé par Barthélemy Courmont, IRIS, 14 janvier 2021.



**Maud QUESSARD**

- Publication : avec Céline Marangé (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, janvier 2021, 450 p.

- Entretien « La Question du jour » avec Guillaume Erner, « Trump face aux réseaux sociaux : les plateformes, censure ou régulation ? », France Culture, 11 janvier 2021.

- Entretien avec Jérôme Pilleyre, « [Fallait-il que Twitter et Facebook réduisent au silence Donald Trump ?](#) », *La Montagne*, 12 janvier 2021.

- Présidence de la table ronde « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and Korean peninsula », 13 janvier 2021.

- Entretien avec Caroline Vinet, « [États-Unis : quel dispositif sécuritaire pour l'investiture de Joe Biden ?](#) », *La Croix*, 13 janvier 2021.

- Tribune : « [En suspendant les comptes de Trump, les réseaux sociaux endossent un rôle de contre-pouvoir](#) », *Le Monde*, 19 janvier 2021.

- Entretien avec Pauline Hofmann, « [Unité nationale : des divisions trop profondes pour être comblées en 100 jours](#) », *Le Soir* (Belgique), 20 janvier 2020.

- Invitée à l'émission « Cultures Mondes » de Florian Delorme, « [Réseaux sociaux, nouveaux censeurs du web, épisode 4, Pirates 2.0](#) », France Culture, 21 janvier 2021.

- Podcast : avec Maxime Audinet, « [Faire la guerre par l'information](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 26 janvier 2021.



**Nicolas REGAUD**

- « [Politique de coercition économique chinoise contre l'Australie : quels enseignements pour les Européens ?](#) », Brève stratégique n° 15, IRSEM, 20 janvier 2021 / « [China's policy of economic coercion against Australia: what can Europeans learn from it?](#) », Strategic

Brief No. 15, IRSEM, 26 janvier 2021.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Entretien à propos de [la chute du maire de Hanoï, Nguyễn Duc Chung](#), journal en vietnamien de RFI, 18 janvier 2021.

- Entretien dans le journal en vietnamien de RFI : « [Congrès XIII du Vietnam : tirer pleinement parti du "succès" en 2020 pour maintenir la légitimité du Parti](#) », 25 janvier 2021.

- Cité dans « [Le double visage du Vietnam](#) », *Les Échos*, 25 janvier 2021.

- Cité dans « Le Vietnam, entre ouverture économique et répression intérieure », *Les Échos*, 26 janvier 2021.

- Cité dans « Vietnam : cette cyberarmée au service du parti communiste », *Le Point*, 28 janvier-3 février 2021.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



**LCL Éric GOMEZ**

- Chapitres : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 55-61 et 79-85.



**Christophe LAFAYE**

- Entretien avec Nicolas Roquejeoffre, « Comment mieux protéger les soldats des bombes artisanales », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 16 janvier 2021.

- Article : « L'artillerie française dans la bataille de Mossoul », *Défense Expert*, n° 4, janvier 2021.



**Yvan LLEDO-FERRER**

- Conférence : « OTAN et multilatéralisme », Institut de préparation à l'Administration générale de Paris VI, 22 janvier 2021.



**Léa MICHELIS**

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



**COL Olivier PASSOT**

- Publication : « [Iraqi militias used as a strategic asset : the sequence of events at the turn of 2019-2020](#) », Research Paper No. 101 (traduction de la Note de recherche parue le 9 juin 2020), IRSEM, 11 janvier 2021.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

## SOFT POWER

### CHINE

**China Institute of Contemporary International Relations (CICIR), « [How Does the World View the US President Election?](#) », décembre 2020.**

À la suite de l'élection de Joe Biden aux États-Unis, un des think-tanks chinois les plus en vue, le China Institute of Contemporary International Relations (CICIR), a publié un éditorial en anglais sur son site internet. Écrit par les différents « directeurs zone » de l'institut de recherche, cet éditorial fait un tour d'horizon des perceptions de l'élection du nouveau président américain par chaque grande zone géographique mondiale, et des perspectives de coopération de chacune avec les États-Unis, à l'exception de la Chine.

La rédaction de cet éditorial, au-delà de l'analyse intéressante qu'il donne de l'élection de Joe Biden, est symptomatique de la volonté du Parti communiste chinois d'imposer un autre discours, en l'occurrence celui de ses chercheurs sur la scène internationale. Le CICIR a en effet été choisi par le Parti communiste chinois pour être un des chefs de file de la construction de think-tanks chinois sur le modèle des think-tanks influents américains comme la Brookings Institution, le Council of Foreign Relations ou encore le Carnegie. Le choix de l'anglais pour cette publication du CICIR est particulièrement révélateur à cet égard et la mise en ligne de cet écrit sur la version anglaise de leur site internet, est un exemple intéressant de cette nouvelle pratique.

**Camille BRUGIER**  
*Chercheuse Chine*

**Christine Ockrent, « Affaires étrangères », France Culture : « Cinéma et géopolitique », 26 décembre 2020. Avec [Némésis Srouf](#), docteur au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud ; [Ludovic Tournès](#), professeur d'histoire internationale à l'Université de Genève, [Laurent Creton](#), professeur à Paris 3 en économie du cinéma ; [Emmanuel Lincot](#), professeur à l'Institut Catholique de Paris, chercheur associé à l'IRIS.**

Cette émission interroge la pérennité et les modalités du *soft power* lié aux productions audiovisuelles. La transformation des modes de consommation, accélérée par la crise sanitaire, et la progressive domination du marché par les plateformes modifient les rapports de force. Outre le cinéma américain, vecteur de l'*American way of life*, trois autres acteurs émergent : la Chine, l'Inde et la Turquie, dont les productions accompagnent les ambitions politiques de ces pays.

**Amélie FÉREY**  
*Chercheuse postdoctorale*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Christine OCKRENT, *La guerre des récits*, Éditions de l'Observatoire, 2020.**

Dans cet ouvrage, Christine Ockrent détaille les mises en récit nationales de la gestion de la pandémie de Covid-19 de quatre « fronts » : la Chine, les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. Elle montre comment les exécutifs de ces États élaborent à travers cette crise un discours sur leur pouvoir, conçu comme un outil de persuasion destiné – avec plus ou moins de succès – à renforcer leur position sur les plans intérieur et international par la mise en scène de leurs qualités politiques réelles ou supposées (leadership, réactivité, responsabilité, autorité, maîtrise). Bien que l'on puisse regretter l'absence d'une définition plus poussée du concept de « récit », qui se veut une traduction de l'anglais *narrative*, ainsi que d'une analyse élargie à d'autres blocs – *quid* de l'Afrique et du Moyen-Orient ? – ce premier tour d'horizon de la crise sanitaire permet un recul critique sur une histoire politique en cours d'élaboration.

**Amélie FÉREY**  
*Chercheuse postdoctorale*